



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Contrat de ville - Élaboration du Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Présentation des grands principes

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La circulaire 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prévoit la rénovation des contrats de ville (prolongés jusqu'en 2022) sous la forme d'un Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) qui sera ajouté au contrat, dans la logique du Pacte de Dijon. Cette rénovation des contrats traduira au niveau local la mobilisation de l'Etat, de la Métropole, de la Ville et de chacun des partenaires.

Il est prévu d'associer l'ensemble des parties prenantes à la démarche (les conseils citoyens, les associations et les entreprises) et d'identifier les grands projets (nouveau programme national de renouvellement urbain, cités éducatives, ...) relevant des champs affichés dans le Pacte de Dijon, mais aussi les engagements réciproques de l'Etat et des collectivités (en veillant à les rendre identifiables par les habitants).

Ce protocole doit notamment prendre en compte et intégrer les priorités gouvernementales au travers des 5 programmes issus de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers : Sécurité, Education, Emploi, Logement, Lien social, ainsi que les éléments issus de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Comité de pilotage du contrat de ville a acté lors de sa réunion du 26 mars 2019 une méthodologie intégrant les éléments cités ci-dessus. Depuis, la déclinaison de cette dernière s'est traduite par :

- L'organisation le 9 mai d'ateliers participatifs sous la forme d'un world café, associant conseillers citoyens, associations, entreprises et services des différentes institutions. Plus de 100 personnes y ont participé dont 35% de conseillers citoyens. Cette démarche concertée et très appréciée des acteurs présents a permis de poser collectivement un certain nombre de constats tout en envisageant des propositions de réponse autour de huit ateliers :
 - Quelle évolution de l'offre d'insertion professionnelle en faveur des habitants ?
 - Comment accompagner l'évolution des problématiques en matière de loisirs, de prévention et d'insertion des jeunes publics âgés de 12 à 20 ans ?
 - Quelle articulation des différents partenaires en faveur de la réussite scolaire des enfants ?
 - Quels services développer pour faciliter les démarches administratives au quotidien ?
 - Comment impliquer les habitants dans l'amélioration du cadre de vie de leur quartier ?
 - Comment lutter et s'impliquer contre les incivilités ?
 - Comment favoriser l'usage par toutes et tous de l'espace public ?
 - Comment améliorer l'information vers les habitants ?
- Des réunions interinstitutionnelles à l'occasion de 5 groupes de travail projet, thématiques, organisés entre le 20 et le 28 mai, aboutissant à l'actualisation des 75 fiches opérationnelles du contrat de ville. Ces échanges se sont nourris des conclusions de l'évaluation, de l'évolution du contexte depuis 2015 et des conditions de mise en œuvre depuis 2016, autour des 5 thématiques suivantes :
 - Education, parentalité et jeunesse
 - Sport et culture
 - Accès aux droits et santé / Alphabétisation - plateforme linguistique
 - Gestion urbaine de proximité / insécurité et prévention de la délinquance / citoyenneté - lien social
 - PODEM (développement économique, emploi et insertion)
- Une réflexion interinstitutionnelle autour de la mobilisation renforcée des politiques de droit commun de chaque partenaire devant aboutir à la définition d'engagements renforcés et réciproques.

Les travaux déjà réalisés permettent de mettre en avant des propositions d'évolution du contenu du contrat de ville qui vont demander une mobilisation des politiques de droit commun au service des habitants des quartiers. Peuvent être citées :

- La mise en place de coordinations territoriales et thématiques permettant une plus grande cohérence et une lisibilité de l'action publique,
- La facilitation des parcours tels que :
 - le parcours éducatif, culturel et sportif des jeunes dans le cadre de dispositifs tels que celui de la cité éducative sur la Mosson, ou encore des animations sportives ;
 - le parcours facilitant l'accès aux droits des habitants (éviter le non recours et lutter contre l'illectronisme) et l'insertion sociale s'appuyant sur une logique transversale et partenariale ;
 - le parcours lié à l'insertion professionnelle déjà particulièrement bien développé dans le cadre du PODEM, dont le côté innovant et réussi a été mis en exergue à l'occasion de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville.

Les actions qui vont permettre la mise en œuvre de ces parcours sont en cours de discussion avec les partenaires (État, Métropole, Ville, Département, Région, CAF), tous devant annoncer, au regard des objectifs affichés dans le contrat de ville, leurs engagements renforcés, en fonction de leurs compétences et donc de leur propre politique de droit commun. Le croisement de ces engagements permettra la déclinaison du pacte de Dijon et ainsi la rédaction du Protocole d'engagements renforcés et réciproques.

Au dernier trimestre 2019, ce protocole sera soumis au Conseil pour approbation et autorisation de signature.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte des principes énoncés d'évolution du contrat de ville.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-93634-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.